

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1153^e
SÉANCE**

Mercredi 22 novembre 1967,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 45 de l'ordre du jour: Institut de formation et de recherche des Nations Unies: rapport du Directeur général (suite)	249
Point 39 de l'ordre du jour: Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite)	251

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR

Institut de formation et de recherche des Nations Unies: rapport du Directeur général (suite) [A/6703, chap. XIV, sect. II; A/6875, A/6888, A/C.2/L.977]

1. M. ASANTE (Ghana) rend hommage à M. d'Arboussier pour l'œuvre remarquable qu'il a accomplie en tant que Directeur général de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies (UNITAR) pendant les premières et difficiles années de l'existence de l'Institut et se félicite d'apprendre que c'est un autre Africain éminent, le chef Adebo, qui est appelé à lui succéder.

2. La délégation ghanéenne approuve le programme de recherche exposé par le Directeur général dans le chapitre II de son rapport (A/6875); trois projets ont particulièrement retenu son attention. En ce qui concerne l'étude comparative des mesures prises pour lutter contre la discrimination raciale, elle se rend compte que l'UNITAR se heurtera à de nombreuses difficultés, mais n'en regrette pas moins que l'étude ne doive porter sur aucun pays du sud de l'Afrique. En second lieu, l'étude concluante sur la carence protéinique, question dont l'importance n'est pas pleinement reconnue, facilitera la solution de nombreux problèmes d'ordre économique et social. En troisième lieu, il convient de féliciter l'UNITAR d'avoir entrepris une étude sur la migration internationale de spécialistes qualifiés des pays en voie de développement vers les pays développés, phénomène qui entrave le progrès économique et social des pays en voie de développement. Il faut espérer que ce dernier projet sera suivi d'une action énergique; l'exode des compétences peut certainement être freiné si les pays développés acceptent de prendre les mesures nécessaires.

3. Le représentant du Ghana approuve les plans exposés au paragraphe 66 du rapport qui visent à la décentralisation des activités en matière de formation. Il convient de souligner l'importance de la formation

du personnel des cadres moyens et subalternes; en effet, nombreux sont les fonctionnaires des pays en voie de développement qui ont constaté qu'ils ne pouvaient tirer pleinement profit des connaissances précieuses que leur avaient permis d'acquérir les programmes de formation supérieure du fait que, dans leur travail, ils n'étaient pas épaulés aux échelons inférieurs par un personnel suffisamment compétent. Aussi la délégation ghanéenne approuve-t-elle les propositions relatives aux programmes régionaux de formation à l'intention des jeunes fonctionnaires et des fonctionnaires subalternes exposées au paragraphe 68 du rapport. En outre, elle souhaite que plus de programmes de formation soient prévus à l'intention des fonctionnaires appelés à mettre en œuvre dans leur pays les résolutions, plans et projets de l'Organisation des Nations Unies. Elle a noté les progrès réalisés dans le cadre du programme de bourses Adlai Stevenson et espère que d'autres bourses seront mises à la disposition de l'UNITAR.

4. En terminant, le représentant du Ghana annonce qu'il votera en faveur du projet de résolution A/C.2/L.977.

5. M. AMIRMOKRI (Iran) estime que l'UNITAR a fait des progrès notables depuis sa création, pourtant relativement récente. Dans le domaine de la formation, il a rendu des services insignes à la cause du développement dans les secteurs où l'assistance internationale est la plus nécessaire. Les programmes de formation à l'intention des fonctionnaires des affaires étrangères et les cycles d'études sur les techniques et les procédures d'assistance technique sont particulièrement utiles pour les pays en voie de développement. D'une manière générale, il faut encourager la décentralisation des activités en matière de formation, étant donné qu'elle réduit le coût par étudiant ou stagiaire, ce qui permet d'en augmenter le nombre.

6. En ce qui concerne la recherche, la délégation iranienne note avec satisfaction l'importance donnée aux travaux sur l'efficacité des activités des Nations Unies, ainsi que la priorité accordée aux besoins des pays en voie de développement. Des projets comme l'étude de la situation et des problèmes des Etats et des territoires très petits, du transfert des connaissances techniques d'entreprise à entreprise et des nouvelles méthodes et techniques de formation intéressent manifestement au plus haut degré les pays en voie de développement; il en va de même du projet relatif au problème de l'exode des compétences, auquel l'Iran attache une importance particulière. L'étude de l'utilisation, par les moyens d'information de masse, des renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies et aux problèmes dont elle s'occupe présente également un grand intérêt.

7. Le Gouvernement iranien approuve sans réserve les activités de l'UNITAR et est très reconnaissant à M. d'Arboussier des efforts constructifs qu'il a déployés pour faire de l'Institut une réussite.

8. La délégation iranienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.977 et demande que son nom soit ajouté à la liste des auteurs.

9. M. ANANITCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) se félicite du travail constructif de l'UNITAR tant dans le domaine de la formation que dans celui de la recherche et estime que l'Institut devrait accorder une attention encore plus grande à ce qu'il considère comme étant sa tâche première, c'est-à-dire les activités ayant pour objet de faciliter la solution des problèmes d'ordre économique et technique qui se posent à l'Organisation des Nations Unies et à ses Membres. L'Institut devrait coopérer à cette fin avec tous les pays, quel que soit leur système économique et social et quel que soit le stade de développement qu'ils ont atteint. L'URSS est disposée à collaborer à la mise en œuvre des programmes de l'UNITAR et à examiner favorablement des demandes relatives à la fourniture de services d'experts. L'UNITAR devrait établir des relations étroites avec les instituts de recherche des pays développés et avec ceux des pays en voie de développement, étant donné que les premiers ont acquis une expérience utile et que les derniers sont bien au fait des problèmes qui se posent à leurs pays. L'UNITAR devrait également coopérer étroitement avec d'autres organisations du système des Nations Unies ainsi qu'avec les services du Secrétariat de l'ONU. Il serait souhaitable que le Conseil économique et social ait, dans une certaine mesure, juridiction sur l'UNITAR; on éviterait ainsi les doubles emplois et la mise en œuvre de projets inutiles.

10. La délégation soviétique n'a pas d'objections fondamentales à formuler à l'égard du programme de travail exposé dans le rapport du Directeur général de l'UNITAR (A/6875). Des projets de recherche comme l'étude du transfert des connaissances techniques d'entreprise à entreprise et l'étude de l'exode des compétences intéressent les pays développés au même titre que les pays en voie de développement. L'étude de l'utilisation, par les moyens d'information de masse, des renseignements relatifs à l'Organisation des Nations Unies devrait porter en premier lieu sur la qualité des renseignements diffusés par l'Organisation elle-même, étant donné qu'ils manquent souvent d'objectivité. Ainsi, le numéro de novembre 1967 de l'ONU - Chronique mensuelle contient un compte rendu de la discussion générale au sein de la Deuxième Commission, mais ce compte rendu passe sous silence les opinions exprimées par les représentants de pays socialistes. La délégation soviétique n'est pas pleinement convaincue de la nécessité de certains projets de recherche, notamment de l'étude relative à l'expérience acquise par l'Organisation des Nations Unies en matière de plébiscites et d'élections.

11. A la quarante-troisième session du Conseil économique et social, la délégation soviétique a mentionné trois sujets dont on pourrait envisager l'inscription au programme de l'UNITAR, à savoir: la diversification de l'économie et la stratégie du développement industriel; l'utilisation de méthodes et de modèles

mathématiques pour l'élaboration de programmes de développement économique et pour le choix de variantes pour la répartition de la production et l'établissement de balances intersecteurs; enfin, l'utilisation de la petite industrie dans le processus de développement économique^{1/}. En outre, l'UNITAR ferait œuvre utile en entreprenant une évaluation des besoins de main-d'œuvre et des méthodes de formation du personnel spécialisé nécessaire à l'industrialisation des pays en voie de développement. On pourrait peut-être envisager d'exécuter ce dernier projet en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

12. La délégation soviétique estime que le projet de résolution A/C.2/L.977 est satisfaisant et annonce qu'elle votera en sa faveur.

13. M. LOUYA (République démocratique du Congo) déclare que sa délégation est satisfaite du travail accompli par l'UNITAR et qu'elle y attache une importance considérable. Les programmes de formation et les cycles d'études organisés en 1966 ont connu un grand succès, et les stages pour les fonctionnaires des affaires étrangères et les représentants résidents adjoints du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sont très utiles et ont donné des résultats encourageants. Le Cycle d'études régional ONU/UNESCO sur le droit international, qui a eu lieu en République-Unie de Tanzanie en août-septembre 1967, a été un succès, et l'on pourrait peut-être envisager d'organiser un cycle d'études de ce genre chaque année.

14. La délégation congolaise note avec satisfaction le caractère vraiment international du personnel de l'UNITAR et exprime l'espoir que cet exemple sera suivi par d'autres institutions des Nations Unies.

15. La délégation congolaise est heureuse de constater que l'UNITAR attache une importance considérable aux problèmes de la coopération internationale et à ceux qui intéressent les pays en voie de développement, comme celui de l'exode des compétences et celui du transfert des connaissances techniques d'entreprise à entreprise. L'une des tâches essentielles de l'UNITAR consiste à assurer la liaison entre les Nations Unies et les milieux universitaires, et il est donc souhaitable qu'il établisse des liens étroits avec les instituts nationaux de recherche et favorise la création d'instituts de cette nature là où il n'en existe pas. La délégation congolaise regrette le prochain départ de M. d'Arboussier, qui a beaucoup fait pour que l'Institut soit un succès, mais exprime la conviction que cet organisme continuera à se développer sous la direction compétente de son successeur, le chef Adebó.

16. M. AITKEN (Jamaïque) s'associe aux hommages rendus à M. d'Arboussier pour son œuvre constructive en tant que Directeur général de l'UNITAR. Le rapport du Directeur général (A/6875) brosse un tableau impressionnant des activités multiples de l'UNITAR. Les activités de formation, en particulier, sont très utiles, et la délégation jamaïque voudrait les voir se développer en dépit des difficultés budgétaires que cela implique. L'UNITAR pourrait envisager de con-

^{1/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, 1498^e séance, par. 53 à 56.

centrer ses efforts et ses ressources sur un ou deux stages de formation par an, afin d'en augmenter l'effet. Etant donné précisément la modicité des ressources disponibles, il est décevant de constater que certains des programmes de recherche ont un caractère plutôt théorique et qu'aucun n'est d'une urgence capitale.

17. M. ASLAM (Pakistan) félicite M. d'Arboussier de la compétence avec laquelle il a dirigé l'UNITAR pendant ses années de formation et déclare que l'Institut s'est acquitté d'une tâche très difficile d'une façon très louable. En ce qui concerne la recherche, il note avec satisfaction que l'on s'est déjà attaqué à des projets qui intéressent directement les pays en voie de développement, comme par exemple le problème de l'exode des compétences. La délégation pakistanaise attache une importance particulière à ce dernier problème, dont l'étude est difficile par suite d'un manque de données, et elle espère que les travaux de l'UNITAR permettront d'aboutir à des solutions pratiques. Dans ce domaine, l'UNITAR devrait coopérer avec l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, afin d'éviter les chevauchements d'activités.

18. Le représentant du Pakistan se félicite de l'étude relative à la planification, la programmation et les systèmes budgétaires dans leurs rapports avec les activités économiques et sociales des Nations Unies, car cette étude devrait permettre d'identifier les facteurs qui entravent la mise en œuvre des programmes et encourager l'emploi de techniques et procédures nouvelles et améliorées. La délégation pakistanaise s'intéresse particulièrement aussi à l'étude comparative des mesures prises pour lutter contre la discrimination raciale.

19. Les pays en voie de développement attachent une importance considérable aux activités de formation de l'UNITAR, auxquelles de nombreux fonctionnaires nationaux et internationaux doivent leurs connaissances et leur formation, lesquelles contribueront dans une large mesure au développement de la coopération et de l'entente entre les Etats Membres et entre les diverses institutions des Nations Unies. La délégation du Pakistan appuie la proposition tendant à organiser des cycles d'études régionaux sur le droit international et approuve l'idée d'organiser des cycles d'études analogues sur les problèmes économiques de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

20. La délégation pakistanaise appuie le projet de résolution A/C.2/L.977 et adresse un appel à tous les pays, en particulier aux pays développés, pour qu'ils accordent à l'UNITAR un appui généreux.

21. Le PRESIDENT note que la plupart des orateurs se sont déclarés en faveur du projet de résolution A/C.2/L.977. En l'absence d'objection, il considérera donc que la Commission adopte le projet de résolution.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

22. M. SCHACHTER (Directeur général par intérim et Directeur de la recherche de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies) remercie les membres de la Commission de leur confiance et de leur appui; il promet que leurs suggestions et leurs critiques constructives seront prises en considéra-

tion. Le personnel de l'UNITAR prendra contact ultérieurement avec les délégations qui ont posé des questions ou soulevé des problèmes demandant des réponses individuelles. Il sera fait part à M. d'Arboussier des multiples hommages rendus à son activité.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite*) [A/6703, chap. IX; A/6715/Rev.1, A/6800, A/6808, A/C.2/L.973/Rev.1, A/C.2/L.974]

23. M. MURGESCU (Roumanie), présentant un projet de résolution révisé (A/C.2/L.973/Rev.1) au nom des auteurs, annonce qu'il convient d'ajouter la Bulgarie et la Guinée à la liste des auteurs. Après avoir consulté officiellement un grand nombre de délégations, les auteurs ont décidé de modifier le préambule du projet de résolution et de remanier le dispositif de façon à mettre l'accent sur le but essentiel de l'activité de l'ONUDI, qui est de faire face aux besoins urgents des pays en voie de développement et d'accélérer leur développement industriel. Le texte de plusieurs paragraphes a été révisé pour en augmenter la précision et le septième alinéa du préambule, concernant les recommandations de la CNUCED, a été supprimé. Enfin, les paragraphes 3 et 4 du dispositif de la version révisée font ressortir le rôle de l'ONUDI en tant qu'organe chargé de la coordination des activités de développement industriel dans le cadre du système des Nations Unies.

24. M. KASSUM (Secrétaire de la Commission) dit qu'il est chargé de signaler que, étant entendu que les dispositions du paragraphe 3 du dispositif de la version révisée du projet de résolution n'entraîneront aucune ouverture de crédit pour une étude spéciale qui obligerait à faire appel aux services de consultants ou à convoquer des réunions d'experts, l'état des incidences financières figurant dans le document A/C.2/L.974 ne s'applique pas au projet de résolution révisé. Les travaux envisagés au paragraphe 3 seront, dans la mesure du possible, exécutés au moyen des ressources existantes.

25. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) considère inutile l'adoption d'un projet de résolution concernant l'ONUDI; en dehors des idées exprimées aux paragraphes 1 et 2 du dispositif, qui auraient pu être incluses dans le rapport de la Deuxième Commission sur ce point de l'ordre du jour, les dispositions du projet de résolution révisé ne font que réaffirmer des résolutions et des principes déjà adoptés.

26. Le fait que le paragraphe 3 du dispositif n'a aucune incidence financière signifie, en pratique, que ses dispositions demandent à l'ONUDI de ne rien faire de plus que ce que lui impose son mandat. D'autre part, la coopération entre l'ONUDI et les autres organismes s'étend non seulement aux activités de l'Organisation des Nations Unies elle-même, mais aussi aux activités dans le domaine industriel des institutions spécialisées, et les mots "les institutions spécialisées intéressées et l'Agence internationale de l'énergie atomique" devraient être ajoutés dans ce paragraphe après le mot "Beyrouth".

*Reprise des débats de la 1151ème séance.

27. M. NEDIVI (Israël) dit que le projet de résolution révisé constitue une nette amélioration par rapport au texte initial. La délégation israélienne appuiera ce projet, mais elle est toutefois obligée de faire consigner ses réserves concernant le paragraphe 3 du dispositif, qui peut être interprété comme mettant sur le même plan le Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth et les commissions économiques régionales. Ce Bureau n'est rien de plus qu'un avant-poste du Secrétariat, et l'invitation qui lui est adressée dans le projet de résolution ne peut être comprise autrement que comme une invitation au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. En outre, comme le montre l'expérience d'Israël et de quelques pays voisins, le Bureau de Beyrouth n'a jamais été autorisé à desservir tous les pays de la région et son activité reflète l'incapacité de l'Organisation de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies envers tous les Etats Membres.

28. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit qu'il est difficile, après avoir entendu indiquer que le projet de résolution révisé (A/C.2/L.973/Rev.1) n'a pas d'incidences financières, de comprendre à quelles fins les auteurs ont rédigé le paragraphe 3 du dispositif ou quel contenu devrait avoir le rapport qu'au paragraphe 4 du dispositif le Directeur exécutif est prié de faire à la troisième session du Conseil du développement industriel. La délégation britannique demande donc que les paragraphes 3 et 4, qu'elle estime superflus, soient mis aux voix séparément.

29. M. RANKIN (Canada) appuie cette demande. La délégation canadienne éprouve les mêmes doutes quant au sens du paragraphe 3 du dispositif.

30. M. MURAOKA (Japon) propose, en raison du contenu des paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet de résolution révisé, de supprimer le sous-titre "Coopération industrielle".

31. Le texte révisé est, dans son ensemble, beaucoup plus clair que le texte initial. Cependant M. Muraoka partage le sentiment des représentants qui ont des difficultés à comprendre le sens du paragraphe 3 du dispositif. En effet, si l'étude et le rapport peuvent être entrepris sans frais supplémentaires, les paragraphes 3 et 4 du dispositif semblent superflus.

32. M. ANANITCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que, contrairement aux orateurs précédents, il juge les dispositions du projet de résolution révisé claires et faciles à comprendre, et que sa délégation appuie le projet sans réserve.

33. M. MURGESCU (Roumanie) annonce que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.973/Rev.1 acceptent les amendements proposés par les représentants des Etats-Unis et du Japon.

34. M. SAHLOUL (Soudan) signale que sa délégation, qui est au nombre des auteurs du projet de résolution, s'oppose toutefois à l'amendement au paragraphe 3 du dispositif proposé par le représentant des Etats-Unis et demande donc que cet amendement soit mis aux voix séparément.

35. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur le projet de résolution révisé (A/C.2/L.973/Rev.1) en commençant par l'amendement au paragraphe 3 du dispositif proposé oralement par les Etats-Unis, puis en votant sur les paragraphes 3 et 4 du dispositif que le représentant du Royaume-Uni a demandé de mettre aux voix séparément.

Par 62 voix contre 9, avec 5 abstentions, l'amendement est adopté.

Par 64 voix contre zéro, avec 14 abstentions, le paragraphe 3 du dispositif, tel qu'il a été modifié, est adopté.

Par 71 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le paragraphe 4 du dispositif est adopté.

A l'unanimité, l'ensemble du projet de résolution révisé, tel qu'il a été modifié, est adopté.

36. M. ABDEL-RAHMAN (Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) déclare que les observations et suggestions faites au cours de la discussion du rapport du Conseil du développement industriel (A/6715/Rev.1) par la Commission seront examinées par le Conseil à sa prochaine session et que le Secrétariat de l'ONUDI en tiendra compte dans ses travaux dans la mesure du possible.

37. Le secrétariat de l'ONUDI est d'avis que le programme de travail pour 1968 contenu dans le document ID/B/20 devrait faire l'objet d'un nouvel examen immédiatement après le Colloque international sur le développement industriel, et il se pourrait qu'à la suite de cet examen il désire recommander certaines modifications du programme. En ce qui concerne les dispositions générales touchant le programme, il convient de ne pas oublier qu'à partir de 1969 les procédures de programmation suivies par l'ONUDI devront être adaptées à certains égards aux nouvelles règles de programmation qui seront appliquées pour l'élément Assistance technique du PNUD. La programmation à terme, en particulier, sera touchée par ces nouvelles procédures. En outre, le Conseil du développement industriel devra tenir compte de l'importance qu'attache le Comité du programme et de la coordination à la programmation détaillée à longue échéance et devra examiner la manière dont cela peut être concilié avec un système de programmes basés sur des demandes présentées par les pays à mesure de leurs besoins.

38. Le secrétariat de l'ONUDI cherche à améliorer la coordination en évitant toute action qui puisse faire double emploi avec celles entreprises par d'autres institutions. Certaines fonctions particulières ont cependant été confiées à l'ONUDI, qui doit rechercher un équilibre entre ces fonctions et sa tâche de coordination.

39. Dans l'état actuel des choses, les incidences financières de l'accord conclu entre l'ONUDI et le PNUD touchant le détachement de conseillers industriels ne seront pas supportées par le PNUD en 1968; toutefois, celui-ci prendra sans doute ces dépenses à sa charge à partir de 1969. L'ONUDI s'efforce par conséquent de faire face au coût initial du détache-

ment de conseillers industriels. La question du nombre de conseillers à détacher fera l'objet de négociations directes entre l'ONUDI et le PNUD.

40. M. KOTCHOUBEI (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que sa délégation éprouve quelques inquiétudes au sujet de la déclaration du Directeur exécutif selon laquelle le secrétariat de l'ONUDI jugera peut-être nécessaire d'apporter des modifi-

cations au programme de travail pour 1968 à la lumière des résultats du Colloque international sur le développement industriel. Il ne faut pas oublier que, si importantes que puissent être ses conclusions, le Colloque n'a pas de fonction législative, et toute proposition faite par lui devra être examinée et approuvée par le Conseil du développement industriel.

La séance est levée à 17 h 15.